

Le décolonialisme ou la mort

**Regards croisés Congo-Kanaky
contre les mines et la militarisation**



**Assemblée Internationaliste Antimilitariste
Paris-Banlieues**

Juillet 2025

Introduction

Ce zine est la **retranscription** d'un évènement qui s'est tenu en juillet 2025 à La Générale (Paris 14e), sous le titre "Le décolonialisme ou la mort" et le sous-titre "Regards croisés Congo-Kanaky contre les mines et la militarisation". Cette discussion était organisée par l'**Assemblée Internationaliste Antimilitariste Paris-Banlieues** (AIA-PB), une assemblée ouverte et autonome créée en février 2025 pour réfléchir ensemble aux questions de militarisation et faire émerger un mouvement antimilitariste en région parisienne.

Pour cet évènement, l'idée était donc de s'intéresser à **la place de l'extractivisme minier et des questions écologiques dans la(es) guerre(s) et la militarisation**, avec un focus sur deux pays : la République Démocratique du Congo et la Kanaky. Pour discuter de tout cela, deux militants, Christian et David, ont été invités à partager leurs expériences, leurs vécus et leurs stratégies de luttes.

David Maenda Kithoko est membre de **Génération Lumière**, une association écologiste qui lutte contre l'extractivisme au Congo depuis la France et dans le Sud-Kivu. **Christian Fizine** est vice-président du **MKF**, Mouvement des Kanaks en France, partie prenante de la lutte pour l'indépendance de la Kanaky.

Discussion

AIA-PB : Bonsoir, merci à toutes d'être venu-es et merci à nos intervenants, Christian et David.

On voudrait commencer par remercier grandement le lieu qui nous accueille aujourd'hui et qui permet à cette rencontre d'avoir lieu. Un grand merci à La Générale donc, et n'hésitez pas à revenir pour les autres évènements qui y seront proposés ! Pour ce qui est de la rediffusion, on remercie Kévin à la technique qui s'occupe de retransmettre en direct l'événement de ce soir sur les ondes avec la radio Pinode, qui est la radio de la Générale. Merci encore.

Pour donner un peu de contexte, cet événement a été organisé par un groupe de travail de l'Assemblée Internationaliste Antimilitariste Paris-banlieue qui voulait questionner la relation entre mine, exploitation minière, exploitation des ressources premières d'un côté et capitalisme international, colonisation et militarisation de l'autre. Le terme « extractivisme » vient d'un mot portugais, *extrativismo*, dont le sens porte vraiment la dimension coloniale puisqu'il définit précisément l'exportation d'énormes quantités de ressources premières depuis des pays du Sud vers des pays du Nord, afin d'en tirer une valeur ajoutée considérable. L'idée est de prendre les ressources premières d'un pays qui reste pauvre pour se faire de l'argent dessus dans le cadre du capitalisme international et de l'import-export. Ceci s'accompagne d'une destruction considérable de l'environnement et d'une violente répression des peuples autochtones en lutte, parce qu'aucune colonisation ne va sans une répression extrêmement violente, voire génocidaire.

Je vais laisser les invités se présenter. Christian pour Solidarité Kanaky et le MKF, et David de Génération Lumière, qui est une association franco-congolaise qui lutte sur plusieurs points, dont l'arrêt des contrats économiques d'import-export entre l'Europe et le Rwanda.

Je vous laisse vous présenter un peu, et nous dire **de quelle manière est-ce que vous pensez que la lutte contre l'extractivisme vous concerne et plus précisément comment est-ce que l'extractivisme se matérialise sur les territoires colonisés actuellement.**

David : La camarade a parlé de contrats entre l'Union européenne et le Rwanda. En fait, on se bat contre l'extractivisme tout court d'abord. Et dans cet extractivisme, dans la manière de mettre en place cette prédateur, se trouvent des contrats qui ont été signés entre l'Europe et le Rwanda, parfois aussi entre la France elle-même et le Rwanda. On milite donc contre l'extractivisme depuis l'espace congolais, bien sûr, mais aussi en résonance et en solidarité avec d'autres luttes, que ce soit en Kanaky ou ailleurs dans le monde, comme en Amérique du Sud.

Quand on se demande comment ça se matérialise chez nous historiquement, on rentre directement dans l'histoire du Congo. Le Congo existe dans sa forme contemporaine depuis 1885, date de la Conférence de Berlin. Vous vous doutez bien que notre histoire ne commence pas à la Conférence de Berlin, mais la forme du Congo actuel que vous connaissez vient de ce moment-là. Spécifiquement, cette conférence se réunit pour une chose simple : régler la question congolaise. À la base, ce n'était pas pour (se) diviser l'Afrique, c'était vraiment d'abord pour régler la question congolaise. Pourquoi ? Parce que vous aviez des Anglais, des Allemands et des Français qui auraient pu se battre sur et pour ce territoire-là. Pour éviter qu'ils se battent sur le continent africain et pour permettre la bonne circulation de ce qu'ils y exploitaient, ils ont dû créer un espace tampon et y mettre un gérant. Et c'est comme ça que le Congo devient une espèce d'État « indépendant ». Dans les bouquins d'histoire, vous allez trouver un mot, EIC, pour État indépendant du Congo.

Concrètement, c'est un espace qui appartenait à et qui était géré par Léopold II. Vraiment, ça lui appartenait, c'était une espèce de, je ne sais pas, son jardin perso, si vous voulez. Et il le gérait au nom des intérêts capitalistes industriels de l'époque, à savoir le caoutchouc et l'ivoire. Donc il ne le gérait pas uniquement pour lui : il y avait d'autres intérêts que ceux de la Belgique (anglais, américains, ...). Le Congo, c'était un État dans lequel on venait puiser tout ce qu'on voulait, au détriment de ceux qui peuplent ce territoire, et pas uniquement les humains bien sûr.

De 1885 à 1908, le Congo va donc être géré par Léopold II, avec l'idée d'exploiter les gens pour du caoutchouc, qui servira à fabriquer des pneus : à l'époque, l'automobile était l'industrie en vogue. Il va y avoir du travail forcé, forcément, parce que les gens ne sont pas payés pour extraire ça. Et la force, ils appelaient ça la force publique : ce sont les officiers coloniaux qui étaient

chargés de faire récolter ce caoutchouc. Du coup, toutes celles et ceux qui n'étaient pas en capacité de récolter ce caoutchouc, s'ils étaient malades, faibles, ou même des résistants, eh bien, on leur coupait la main. L'objectif, c'était d'instaurer la peur, de la diffuser dans la population. En réalité, cela montre aussi l'ambition d'éliminer les corps qui sont gênants à l'exploitation. Mais comme la mort tout de suite n'est pas efficace pour la productivité, il fallait donner l'exemple. Et c'est comme ça que vous avez entendu parler des histoires des mains coupées.

Il y a même des chocolats, des pâtisseries françaises, qui ont existé, nommé "les mains coupées"¹, je crois que ça n'existe plus, mais ça existe et ça vient de cette histoire-là, juste pour la culture.

Et cette pratique va faire **10 millions de morts**. 10 millions de morts, à l'époque, c'est **la moitié de la population congolaise sur le territoire**. Juste pour vous donner l'image, le Congo, c'est quatre fois la France hexagonale. C'est hyper grand. C'est le deuxième plus grand pays d'Afrique actuellement. Et on va tuer 10 millions de Congolais-es au nom de l'industrie automobile. Ça, c'est le premier fait, un premier **génocide au nom de l'extractivisme**, en sachant qu'avant, on a déjà vécu des razzias et d'autres massacres liées à l'esclavage.

On verra plus tard que tout un tas d'autres besoins européens, occidentaux et aujourd'hui de manière mondialisée, vont être satisfaits grâce au Congo, grâce à son exploitation, et surtout grâce à l'industrialisation de la mise à mort des Congolais-es sur ce territoire-là.

Christian : D'abord, bonsoir à toutes. David, merci pour ces propos introductifs. Je m'appelle Christian Fizzine, je suis du Mouvement Kanak en France (MKF), qui est lui-même à l'intérieur du collectif Solidarité Kanaky. Mes premiers mots, c'est tout simplement merci aux gens qui nous accueillent. Merci à la Générale de nous offrir ces espaces-là pour pouvoir partager la parole : je crois qu'on vient déposer une parole, mais que nous aussi, on repartira avec des mots, des idées. Chez nous, on a l'allégorie du panier. On vient déposer un panier ici et puis dans les échanges avec vous, on espère repartir nous aussi avec des réflexions qui puissent nourrir nos luttes. Et j'apprécie ces espaces-là où l'on peut venir entendre, échanger, écouter des nouvelles choses qui nous sont inconnues.

Pour traiter du sujet de l'extractivisme et de la militarisation, je vais prendre le discours sur le colonialisme d'Aime Césaire, qui dit que : « Nul ne colonise innocemment, [...] nul non plus ne colonise impunément »². On peut voir déjà dans ces deux termes-là, innocemment et impunément, la question des intérêts et des enjeux, et bien sûr la dimension de répression qui va avec, donc la militarisation.

Pour parler de mon pays, nous on est un tout petit peuple du Pacifique Sud, et j'ai pris coutume de dire que le colonialisme dont je vous parle, ce n'est pas un colonialisme qui vous est étranger. C'est le colonialisme de la rue Saint-Honoré. C'est votre État, c'est vous, contribuables, même sans votre volonté, qui participez à cette emprise. Et parler du colonialisme, c'est parler de la mise à disposition des ressources, mais aussi la mise à disposition des Hommes.

Nous, on a été colonisé-es en 1853 par l'amiral Fébrile Despoin qui est arrivé et qui a planté le drapeau en déclarant que tout ce territoire-là était français. Il l'a pris au nom de l'Empire de Napoléon III. Depuis ce moment, nous, le peuple kanak, on n'a jamais abdiqué notre souveraineté, notre droit à la terre. Dès 1853, les chefs kanak coalisés du Sud vont se lever autour d'un grand chef qui s'appelle le grand chef Gondou et vont être violemment réprimés pour ça. 20 grands chefs seront guillotinés sur la place publique.

En 1878, émerge la figure de la revendication du lien qu'on a à la terre : le grand chef Hatai. Cette revendication est portée haut et fort avec des armées coalisées, au moment de ce qu'on va appeler l'insurrection de 1878, menée par le grand chef Hatai, qui va être décapité et dont la tête, comme pour beaucoup de chefs qui se sont soulevés, va être tout simplement envoyée ici en métropole et conservée dans des bocaux. On ne va plus avoir de traces de la tête du grand chef Hatai jusqu'en 2014, date à laquelle on va réussir à en obtenir la restitution.

Pour nous, ce grand chef-là est un marqueur du temps parce que c'est la première fois qu'on a un grand chef qui va savoir coaliser au-delà de sa région : l'insurrection va prendre tout le pays et le grand chef Hatai va clairement exposer ce qu'est le colonialisme, vu avec ses mots. C'est la fameuse séquence où il se trouve devant le gouverneur Guillain, qui gérait à l'époque la

1 Les "mains d'Anvers" se trouvent encore sur le net. Rumeur ou non, manger des mains en chocolat est colonialement abjecte

2 Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme, 1950.

colonie pour le compte de l'État, au fort Terrain Bas, un haut lieu de la colonisation française où on emprisonnait massivement.

Le grand chef Hatai regarde le gouverneur Guillain et lui dit : « Voilà ce que tu nous as pris ». Il avait deux sacs en main. Il jette le premier sac, c'était de la terre. Il ajoute : « Et voilà ce que tu nous laisses » en jetant le deuxième sac, rempli de pierres.

C'est bien de l'extraction dont on parle là. La Nouvelle-Calédonie, c'est un tiers, voire un quart, des réserves de nickel au monde. Donc, parler de l'intérêt et des enjeux de la puissance colonial doit être lié aux questions d'extractivisme. Pour nous c'est important : depuis 1853, date de la prise de possession du territoire, on ne s'est jamais laissé-e faire, et on a sans cesse rappelé notre droit de premier occupant et notre lien à cette terre. **Chez nous, on ne dit pas que nous sommes les propriétaires de la terre, nous disons que nous appartenons à cette terre.**

C'est ce lien inaliénable avec la terre dont on parle là et qu'on partage avec beaucoup d'autres peuples autochtones du monde. Et comme le disent si bien nos responsables et nos leaders, aujourd'hui le combat est toujours d'actualité. Des négociations sont en cours pour aboutir à notre souveraineté, à notre indépendance, et c'est cette parole-là, cette bouture qu'on vient déposer ici, dans ce lieu du 14e arrondissement de Paris : nous ne renoncerons jamais à ce qui nous a été pris par la force, tout simplement. Et on remercie chacun et chacune pour votre présence. Vous êtes celles et ceux qui, malgré le brouhaha, malgré la marche du monde à laquelle on fait face, vous êtes celles et ceux qui lèvent la tête et qui regardent du côté des opprimé-es. Donc merci à vous.

AIA : Merci David et Christian pour ce rappel historique. On voudrait voir maintenant en quoi ce continuum colonial et capitaliste, finalement, se conjugue aussi au présent, et comment ces luttes aussi se conjuguent au présent. Pour commencer, est-ce que vous auriez des choses à nous partager concernant tous les discours et toutes les initiatives qu'on voit fleurir autour de la transition écologique et des minerais que cela représente ? En tout cas, **comment est-ce que l'excuse de la transition écologique est vécue dans les luttes kanaks et congolaises, et qu'est-ce que la transition écologique implique dans vos territoires ?**

David : Dès le début, je tiens à rappeler que je suis écolo et pas mal de gens qui me ressemblent³ le sont, sans s'en revendiquer politiquement, mais dans leur vie, au quotidien, et je pense que c'est une question qui est très importante : nous, Génération Lumière, sommes une association écologiste. Maintenant que je vous ai dit ça, je peux essayer de critiquer cette transition écologique. Premièrement, la situation chez nous est catastrophique. Parce que, comme je vous disais, le Congo, dès sa création, dans sa forme moderne, sert en réalité de puits de ressources pour répondre aux enjeux nouveaux qui émergent en Europe. Dès le début de la discussion, on a parlé de l'Europe et du Rwanda : vous savez peut-être qu'il y a une espèce de Green Deal qui avait été voté au mandat précédent au Parlement européen. Actuellement, il y a l'extrême droite au Parlement européen qui essaie de combattre toutes les initiatives écolo. J'espère que ma voix ne va pas participer à renforcer la voix de l'extrême droite. Ce n'est vraiment pas mon propos et jamais je n'ai discuté avec ces gens, que ce soit clair et dit.

Maintenant, une fois que ceci est dit, le problème que nous avons principalement c'est que la transition écologique est utilisée comme un alibi pour continuer l'extractivisme. Dans ce plan de Green Deal européen, qui est un plan extractiviste, on assume le fait qu'on va avoir besoin de plus en plus de métaux. Mais comment concilier l'extraction avec le mot écologie ? Je ne sais pas si vous avez déjà été dans les mines, mais les mines, c'est dégueulasse. On y jette des produits chimiques, on rase tout ce qui se trouve à la surface, on utilise énormément d'eau et ensuite on rejette des déchets qui sont ultra toxiques. Ne serait-ce qu'à ce niveau-là, **mettre dans le même projet, dans la même vision européenne, mines et écologie est une aberration.**

Au Congo, nous produisons 2,2 millions de cuivre par an. Nous possédons plus de 50% du cobalt mondial et nous produisons 70% du cobalt mondial, parce qu'il y a une différence entre la production et le fait de posséder. Nous avons entre 60 et 80% du coltan mondial. Le coltan, c'est un minerai qui mélange l'étain, le tungstène et le tantale. Le coltan, ça va être hyper important pour les cartes mère dans tous les outils électroniques que vous avez. Concernant le lithium, le Congo possède la septième plus grande réserve de lithium non exploitée au monde. Mais c'est bientôt fini parce que les Américains l'ont volée aux Chinois et vont pouvoir l'exploiter, en prétendant qu'ils

3 Au sens de racisé·e·x et venant du Sud Global.

nous amèneraient la paix grâce à ça. Et nous avons aussi beaucoup d'or, même si on n'arrive pas à estimer précisément combien. Et j'en passe, parce qu'on pourrait ne pas en finir : vous allez trouver le Congo régulièrement dans les top 5, top 10 des gisements de mines dans le monde.

Et juste pour vous montrer un peu les dégâts que causent l'extractivisme, je vais prendre l'exemple du cuivre. Pour extraire 33 grammes de cuivre, il faut casser une tonne de roche. Pour avoir une tonne de cuivre, vous devez creuser un trou équivalent à 3 tours Eiffel. Vous êtes à Paris, vous avez déjà sans doute vu la tour Eiffel, vous voyez à quel point c'est grand. Vous multipliez par 3. C'est ça. Et le cuivre est hyper important dans ce plan de "transition écologique" parce que cette transition écologique, se base fortement sur l'accroissement du numérique. Vous avez vu par exemple que Macron va financer à hauteur de 109 milliards d'euros la création de nouveaux *data centers*, dont l'infrastructure même repose sur l'extraction des mines.

Également, si on parle de la mobilité, dans une voiture électrique, vous avez à peu près 80 kg de cuivre et entre 10 et 15 kg de cobalt, sans parler d'autres métaux. Donc, en fait, la transition écologique telle qu'elle nous est présentée est une forme de nouvelle relance minière. La même ruée minière qui est l'une des explications des formes de colonisation anciennes. **Donc la transition écologique pour nous, telle qu'elle est conçue, nous pose grandement problème, parce qu'elle suppose l'extermination ou la destruction du vivant.** Quand je parle de destruction du vivant, je parle notamment des humain-es au Congo : depuis 30 ans, nous sommes exterminé-es. C'est pas moins de 6 millions de personnes qui ont été tuées pour accéder aux ressources minières. Et cette compétition mondiale entre la Chine, l'Europe et les Etats-Unis pour accéder aux ressources minières accentue fortement la destruction du Congo, que ce soit de la terre ou des vivants. Voilà ce que représente réellement la transition écologique pour nous.

Christian : J'aimerais pouvoir vous dire que la transition écologique est un enjeu pour nos responsables, c'est-à-dire ceux qui portent nos projets d'un nouvel Etat souverain et indépendant. Malheureusement, nous, **nous sommes restés dans des modèles qui sont ceux des années 1980 : chez nous, la question du nickel est un enjeu qui a été porté en termes de redistribution des richesses.**

Pour comprendre tout ça, il faut faire un petit retour en arrière. Il y a un peu moins de deux siècles, il y a une société qui s'appelle la société Le Nickel, la SLN, qui est arrivée en Kanaky. La SLN est une filiale du groupe Eramet, qui, lui, est une multinationale française. Donc l'Etat a appuyé ses investisseurs, chez nous, en Kanaky pour faire l'extraction du nickel, chez nous, pendant tout ce temps-là.

Nous, on a eu deux accords politiques, l'accord de 1988 de Matignon, et puis l'accord de Nouméa en 1998. L'accord de Nouméa est le premier accord à ramener la paix civile, après ce qu'on va appeler pudiquement « les événements » des années 1980, en faisant écho à un langage qui a aussi été celui de la guerre d'Algérie. Beaucoup de langages qui vont se retrouver en Nouvelle-Calédonie seront dans le champ lexical qui a pu être mobilisé pendant la guerre d'Algérie : aujourd'hui, le gouvernement parle encore de « groupes d'autodéfense » pour désigner les milices qui ont sévit l'année dernière.

Pour revenir à 1988, on disait à l'époque qu'on allait redistribuer, redonner des ressources aux tribus. Parce que la Nouvelle-Calédonie, c'est une grande terre et trois îles, dont découpage administratif a été fait avec une province sud, une province nord et une province des îles. La province sud est occupée majoritairement par les gens issus de la colonisation, des Européens et puis ceux qui vont arriver sous contrat, des travailleurs sous contrat de l'ex-empire français, notamment de l'ex-Indochine, et aussi des territoires de la région qui sont des territoires frères pour nous, comme la Polynésie ou Wallis-et-Futuna.

A ce moment-là, on se dit qu'on va réussir la redistribution si on redonne du pouvoir politique et donc des compétences politiques à ces provinces-là. Et on se dit que le seul moyen pour rééquilibrer les choses c'est de donner les moyens économiques existants aux provinces. Pour la province Nord, avoir l'accès à l'outil économique signifie avoir accès à un gisement de nickel qui va être directement sous son contrôle et qui va pouvoir être exploité pour essayer de créer de la richesse. Donc vous voyez très bien que, dans ce modèle-là, la question de la transition écologique n'est tout simplement pas posée, elle ne fait l'objet d'aucune attention, parce que **l'enjeu pour le peuple kanak à ce moment-là, c'était de rééquilibrer les forces en présence par l'outil économique. L'extraction minière dans ce cas apparaît comme un droit durement conquis et il est difficile de le remettre en question.**

Du coup, aujourd'hui, en Nouvelle-Calédonie, on se retrouve avec 3 usines sur un tout petit territoire avec 275 000 habitants, ce qui nous classe dans les pays les plus gros pollueurs si on devait nous considérer comme un pays. Je crois qu'on est 2e ou 3e dans le monde à cause de la présence de 3 grandes multinationales en Nouvelle-Calédonie pour l'exploitation du nickel : on a Glencore dans le nord ; dans le sud, on avait à l'époque Valenco qui a laissé place à Trafigura ; et bien sûr la SLN qui continue elle aussi d'exploiter son gisement du sud et d'une partie du massif. Donc la question de la transition écologique n'est pas posée et aujourd'hui quand on écoute le débat sur l'espace public en Kanaky, l'enjeu n'est pas présent. Et c'est ce que je trouve assez malheureux et c'est pour ça que quand je viens ici, je vous parle de panier et d'échanges de savoir. Quand je suis arrivé en France, ça n'a pas été un déclic tout de suite ces questions écologiques pour moi. Je me disais, "vous êtes gentil-les de me parler d'écologie mais moi ce qui m'interroge pour nous c'est la question sociale, la redistribution des richesses dans mon pays et dans mon peuple". L'écologie c'était pas ma préoccupation, limite c'était un truc de bobo, c'était pas quelque chose qui me parlait.

Mais en regardant un peu plus là, je me suis dit, « non mais là tu es en train de faire fausse route » parce qu'en regardant les impacts sur l'environnement au moment où je quitte la Nouvelle-Calédonie, entre 2016 et 2018, on va avoir des grands incidents autour des usines : des poissons qui flottent dans les rivières, des versées de produits toxiques dans les rivières, des montagnes qui saignent car on en extrait le minerai... C'est ce qu'on dit : en Kanaky, la « chance » qu'ont les exploitants, c'est que les minerais il n'y a pas besoin d'aller les chercher en profondeur, ils sont sur les montagnes, sur les flancs de montagne, on a juste à gratter la montagne. Le problème c'est qu'après il y a l'érosion : la terre devient rouge et la latérite se retrouve dans le lagon. Si vous survolez le pays au niveau des zones d'exploitation vous allez voir, la terre et l'eau sont complètement rouges, et ça a un impact assez considérable.

Du coup je me suis dit : « **on est en train de penser le développement économique de notre pays, mais on est en train d'hypothéquer notre garde-manger pour l'avenir en faisant ça** ». Nous on est des sociétés traditionnelles, dans lesquelles on a le salariat, mais la plupart de ce qu'on mange vient de ce que la nature peut nous offrir, que ce soit par la pêche ou l'agriculture. Donc on est en train de mettre en péril notre sécurité alimentaire, au nom d'un développement économique ? Qui de surcroît n'a pas donné ses fruits, qui n'a jamais su inclure les populations kanak ? » Donc aujourd'hui c'est une très belle question, parce que c'est quelque chose qui chez nous n'est pas porté mais, grâce aux espaces comme celui-là, on vient et on échange, et on récupère quelque part une analyse et des outils à mettre dans notre panier.

La semaine dernière, j'étais à Notre-Dame-des-Landes, et je regardais l'organisation, tout ce qui se passait autour de comment on va occuper le lieu, qui va faire le pain, la cuisine, qui allait tout simplement tenir l'organisation... Je voyais des gens qui ne sont pas forcément « intégrés », ce n'est pas le terme, je l'utilise, mais pas de bonne volonté, donc qui ne sont pas forcément intégrés dans la société, mais dont les existences trouvent un sens, une utilité à Notre-Dame-des-Landes, dans la lutte. Et nous, c'est ce qu'on retrouve dans nos sociétés traditionnelles au final. C'est-à-dire que ce mode de développement-là, la société qu'on nous propose, produit plus des chômeur-euses qu'autre chose. Elle ne donne pas de sens ou d'utilité. On a du mal à s'insérer, on n'a pas les mêmes normes, les mêmes valeurs. Du coup, **repenser aujourd'hui le projet de notre future nation ou de ce que sera ce pays-là, c'est tout simplement assumer qu'on soit complètement en rupture des modèles qui nous sont proposés.**

On n'a pas la prétention d'être un grand État de la région ou quoi que ce soit, mais tout simplement de soigner une société qui est véritablement malade, malade de ce colonialisme de 172 ans, malade d'un modèle dans lequel on nous a dit que ce colonialisme était la voie unique. **On est malade, dans une société qui est complètement malade, de ce carcan-là ou de ce développement qu'on a voulu imposer comme seul outil d'émancipation.** Et là, aujourd'hui, en côtoyant ces différents milieux, on se rend compte qu'il y a d'autres chemins.

AIA : Merci Christian et David pour avoir posé le cadre d'une rupture sans transition. Effectivement, ce qui crée ce décalage entre ce qui se passe dans les pays dits du Sud et du Nord, c'est qu'il y a une vraie fracture écologique et coloniale. Cette formule est celle de Malcom Ferdinand de l'Observatoire Terre-Monde, dans lequel David est aussi d'ailleurs, qui s'intéresse justement à cette absurdité qu'est la division entre les milieux militants écologistes blancs et les militants antiracistes, notamment décoloniaux. Et ça, ça permet aussi de montrer que cette rupture

n'est pas que dans les mots mais qu'elle se manifeste aussi concrètement, ne serait-ce que par le regard qu'on porte sur les infrastructures et sur les institutions.

Si on pense à la guerre, il y a un oubli total d'en quoi **la guerre est écocidaire** et ne touche pas de la même manière les écologistes blanc-hes et les personnes racisées des milieux décoloniaux. Ce n'est donc pas juste une question de premier-e concerné-e, la guerre nous concerne toutes, en tant que partie prenante. Donc ma question va vraiment porter sur **comment est-ce que actuellement la militarisation se déroule dans chacun de vos territoires**, car il faut qu'on ait une connaissance dessus pour pouvoir mieux agir contre. Est-ce que vous pouvez donc nous parler de **comment s'organisent les groupes armés, comment l'héritage de l'armée française et des mercenaires qui ont contribué à l'ingérence militaire**, notamment au Rwanda avec le génocide de Tutsi, est encore vivace ? C'est intéressant de voir comment ça s'est étendu de manière générale sur la région et en l'occurrence en République démocratique du Congo, notamment au Katanga avec Bob Ménard.

On a là bien sûr deux situations différentes : en Kanaky, on a une colonie de peuplement, pas encore décolonisée, et en RDC, un cas d'indépendance, mais où il y a quand même un continuum militaire. Alors comment, justement, cette militarisation continue ? Est-ce qu'on peut parler, par exemple, des rafales vendues à l'Indonésie contre les Papous, éventuellement ? **Comment fonctionnent les milices caldoches en Kanaky et quelle est la place des gendarmes français sur place ?**

David : Encore une fois, merci pour la question. Et merci d'avoir précisé l'aspect décolonial parce qu'effectivement, quand je disais que je suis écolo, je ne suis pas n'importe quel écolo, je suis un **écolo décolonial**. C'est important de mettre ces mots-là, pas par fierté, mais par besoin de préciser cette démarcation. Parce que les gens qui ont voté des lois, par exemple, au Parlement européen, ce Green Deal, etc., ils avaient tout à fait conscience que ce ne sont pas les mines du territoir d'à côté qui allaient pouvoir alimenter leurs mégaprojets. Et je ne suis pas en train de minimiser les dégâts que les mines peuvent causer ailleurs, je dis juste que, quand ils ont designé ça, ils savaient que même s'ils ouvraient toutes les mines en Europe, ça ne répondrait qu'à 10% des besoins qu'ils ont exprimés. C'est-à-dire que 90% des autres besoins devraient venir d'ailleurs. Et dans cet approvisionnement, il y a la militarisation, l'accroissement des tensions et des conflits armés.

Mais pour revenir un petit peu en arrière, sachez que d'emblée, dès nos indépendances, la question militaire s'est posée à nous. Il y a une coalition entre la France, la Belgique et les Etats-Unis qui s'est organisée pour combattre l'indépendance congolaise. On a Patrice Émery Lumumba, dont on fête d'ailleurs le centenaire cette année, qui a été assassiné pour la seule raison d'avoir essayé de se lever contre le pouvoir capitaliste dans ce territoire et d'avoir demandé à ce que tout projet autour des mines soit discuté par la représentation du peuple. Ce n'était pas très bien vu à l'époque. Il a été traité de communiste, assassiné et coupé en morceaux.

Une petite parenthèse : c'est au Katanga qu'on a extrait l'uranium qui a été utilisé contre Nagasaki et Hiroshima. Donc le Katanga a été assez important à cette époque-là. Et **comme le Katanga était important en termes de mines produites, une guerre de sécession va être organisée, dans laquelle la France va fournir des hommes**. On a notamment le fameux Bob Denard qui va être recruté avec un certain nombre d'autres militaires français comme milices ou mercenaires pour combattre pour le Katanga. Le but était qu'il y ait une sécession du Katanga et que le Katanga tombe aux mains des multinationales et de la Belgique. Cela va marcher pendant un certain temps, mais le Katanga sera finalement réintégré à la RDC.

Pour continuer dans cette histoire de militarisation, aujourd'hui on le voit encore : depuis 30 ans, année après année, les Nations Unies produisent des rapports sur la situation au Congo, comme pour tous les pays. Et l'ONU ne cesse d'alerter sur le fait que le Rwanda finance des bandes armées au sein de la RDC pour s'approvisionner en mineraux et pouvoir le vendre ensuite ailleurs. Ce même gouvernement rwandais est toujours en place, et signe des accords militaires avec l'Union européenne. Pas plus tard que l'année dernière, **l'Union européenne a financé l'armée rwandaise à hauteur de 20 millions pour un projet de « maintien de paix » en Mozambique, qui est en réalité un projet pétrolier de Total que l'UE a besoin de garantir**. Et aujourd'hui, personne ne peut nous dire que les armes qui ont été achetées par ces financements-là ne sont pas utilisées dans la guerre qui s'abat sur ma région natale, le nord et le sud Kivu. On sait que cette région-là est tenue aujourd'hui par une milice qui est soutenue, financée et

commandée par le Rwanda : la milice M23, qui détient 20% du gisement mondial du coltan. Ça, c'est un lien direct avec la militarisation.

Pour continuer, sans être trop long, on n'extract pas uniquement pour répondre aux besoins de la « transition écologique », on extrait aussi parce qu'il y a l'industrie de l'armement qui est en vogue et qu'elle a énormément besoin de ces métaux-là. Donc aujourd'hui, on a l'armement et toutes les autres industries qui montent et qui ont besoin de se ravitailler en minéraux. **Dans ce contexte, l'argument écolo est utilisé comme un alibi pour l'armement, pour l'aéronautique, pour tous les business.** Comme ces industries ont des besoins qui ne cessent de s'accroître actuellement, alors on va extraire.

AIA : C'est ce qui a été décrété récemment avec le plan Rearm Europe⁴ par la Commission européenne de Von Der Leyen, sous couvert de guerre en Ukraine, et qui fait l'alliance entre l'Europe et les Etats-Unis.

David : Absolument. Et il y a plein d'accords qui ont été passés, notamment entre les Etats-Unis et la RDC, où on nous dit : « Si vous voulez la paix, vous devez vendre les minéraux », grossièrement. Et pour finir, comme ça, je boucle la boucle, les minéraux du Congo ont toujours été au service de l'armement des pays colonisateurs. J'ai parlé de l'uranium, mais j'ai oublié de préciser que le cuivre a été utilisé dans les douilles de balles qui ont été utilisées dans la guerre au Vietnam. Donc aujourd'hui, la demande augmente, mais c'est pas uniquement pour fabriquer vos voitures électriques, vos montres électriques, vos caleçons électriques, vos gourdes connectées. C'est aussi, peut-être, pour aller tuer d'autres peuples ou matraquer ailleurs. Voilà.

Christian : La question de la militarisation et des milices, aujourd'hui, vu de l'hexagone, c'est le grand brouhaha. On ne comprend pas trop bien, vu de l'extérieur, ce qui se passe en Kanaky, et il faut revenir aux intérêts que ça représente. La Nouvelle-Calédonie, aux côtés de Tahiti, c'est 40% de la ZEE française, ce qui fait de la France la deuxième puissance maritime après les États-Unis en termes de ZEE. En 2018, le ministère de la Défense a produit et publié un rapport qui a été repris par le ministère des Affaires étrangères au sujet de la stratégie française dans l'Indo-Pacifique. C'est un rapport dans lequel il y a tout un langage policé pour dire « on est pour sécuriser la coopération, la libre-circulation, le multilatéralisme dans la zone », évidemment. Nous on a regardé ce qui se cachait dans ce rapport-là, et on voit clairement qu'il y a des intérêts qui se dégagent : la France veut absolument s'affirmer comme une puissance dans cette région du Pacifique, notamment parce que pendant longtemps elle était contestée par les autres grands pays de la région, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

La Nouvelle-Calédonie, dans cette région-là, permet à la France de conserver ses intérêts géopolitiques, non seulement en terme d'accès à la ressource, mais aussi en terme de perspectives futures. Récemment, le gouvernement a par exemple essayé de faire passer des lois pour légiférer sur les fonds marins, notamment avec Wallis et Futuna, pour ce qu'on appelle les nodules polymétalliques. Et en même temps, l'industrie est en train de développer la technologie nécessaire pour que l'exploitation de ces fonds marins se fasse à bas coût, pour que ce soit rentable, au-delà de la richesse halieutique. On voit bien que, dans ce dossier, l'intérêt de la France c'est aussi de montrer à ses alliés qu'elle peut compter sur cette région, qu'elle a la capacité d'y assurer ses intérêts. Du coup, on va beaucoup parler de sa « capacité de projection », c'est-à-dire sa capacité à occuper la zone, à y faire des exercices militaires... Et avec ça, la France va entrer de manière assez sournoise dans le conseil des Affaires militaires-défense de l'ASEAN, notamment lors de cette grande conférence qui a eu lieu en 2022 de mémoire, où le ministre de la Défense, monsieur Lecornu, va se rapprocher des États de la région pour les exercices d'opérations militaires.

Je vous aurais donné bien des chiffres là-dessus, une camarade m'a d'ailleurs assez généreusement transmis des dossiers émanant du ministère de la Défense, avec des vidéos qui se rapprochent de la fameuse opération Pégase⁵, mais je n'ai pas eu le courage de regarder tous les documents, tellement c'était difficile de regarder ce qui se passe... On parle de la vie et de la mort là, ce sont des choses létales, faites sous un faux prétexte : « on protège la région, on

4 Rebaptisé Readiness 2030 ; voir https://fr.wikipedia.org/wiki/ReArm_Europe

5 Opération menée dans le Pacifique depuis 2018 pour faire la guerre et pour "démontrer que la France peut intervenir rapidement", https://fr.wikipedia.org/wiki/Mission_P%C3%A9gase

survole ces espaces-là », sans regarder l'impact que les opérations militaires ont sur les vies humaines qui y sont.

Si vous avez pu suivre un peu l'actualité, en mai dernier le peuple kanak s'est soulevé contre une réforme constitutionnelle qui visait à ouvrir le corps électoral. Il faut savoir que la Nouvelle-Calédonie, avec ces deux accords, était dans un processus de décolonisation. Pourtant, **l'État français a voulu, de manière unilatérale, mettre fin à ce processus et dire que le statut transitoire allait sauter et qu'on allait devoir rentrer dans le rang comme tout le monde**. Nous bien sûr on a dit non, et c'est le fameux soulèvement de mai 2024. Pour pouvoir réprimer ce soulèvement, un pont aérien a été mis en place, qui décollait des bases militaires de Istres en France pour aller jusqu'en Nouvelle-Calédonie, afin de déployer plus de 3 200 militaires sur la zone. Donc 3 200 militaires qui vont arriver, ce qui va créer un énorme sureffectif : à la base on avait 7 unités mobiles dans le pays, et on va se retrouver avec 20 unités mobiles de la gendarmerie concentrées en plus dans le bassin sud, l'agglomération de Nouméa.

Pour vous donner des ordres d'idées, en France on va avoir un ratio d'un gendarme pour 1 000 habitant-es en milieu rural. Dans le milieu périurbain, on va avoir un gendarme pour 800 habitant-es. Et en Nouvelle-Calédonie, on va avoir un gendarme pour 200 habitant-es. Sachant que le chiffre que je vous donne, c'est un chiffre qui date de mars 2021. **Avec le renfort qu'il y a eu, on se retrouve avec un ratio de forces de l'ordre par habitants qui est 4 fois supérieur en 2021 et qui s'est accentué avec ce pont aérien.**

Après, pour compléter le propos par rapport aux milices, j'avais dit juste avant qu'il y a un vocabulaire qui va se référer souvent à la guerre d'Algérie parce qu'on va voir **des milices qui vont s'auto-proclamer comme "milices d'autodéfense"** et qui vont se faire les chantres de la paix sur les ondes de BFMTV dans les premiers instants de l'insurrection. Le souci, c'est qu'aujourd'hui on a des dizaines de personnes qui on été tuées à la fois par des forces de l'ordre et par ces milices-là. En Nouvelle-Calédonie, **il y a une culture des armes chez les caldoches, qui se rapporte au fameux colon américain qui tue des Indiens**. Et chez eux, le cadeau typique pour Noël c'est un nouveau fusil. Le gamin, à Noël, il a son nouveau fusil pour la chasse. Du coup, il y a une forte concentration d'armes à feu chez ces populations-là qui vont s'organiser en milices et réprimer les soulèvements. Ils vont aller jusque dans les quartiers nord de la capitale et pas hésiter à tuer un certain nombre de jeunes qui étaient des militants ou tout simplement qui passaient par là et qui vont être abattus par balles par ces milices-là.

Aujourd'hui, ce qui est assez difficile de concevoir pour nous c'est que la plupart de ces jeunes qui vont tomber, les auteurs de leurs meurtres ne vont pas être inquiétés. Et ça questionne beaucoup parce que la plupart de ces crimes vont tomber sous le coup de la légitime défense, alors que dans le droit, il y a des critères assez importants pour se prévaloir de la légitime défense : l'instant T, la proportionnalité... mais tout ça va être complètement bafoué et la justice va être complètement instrumentalisée chez nous tout simplement pour asséoir cette répression. Et on se rend compte que **la plupart de ceux qui vont organiser ou structurer ces milices ce sont en fait des flics ou des gendarmes, en activité ou à la retraite**, donc il y a vraiment un niveau de connivence assez fort. On se rend compte parfois que **sur certains lieux, des milices arrivent, ouvrent le feu sur des barrages, s'en vont, et tout de suite après les forces de l'ordre, les gendarmes arrivent. C'est comme si on leur disait « vous allez en éclaireur, vous tirez dedans et dès que vous partez, c'est nous qui prenons le relais »**. Donc ils arrivent en éclaireur, ils tirent à balles réelles sur les gens et puis après, ce sont les gendarmes qui arrivent. Donc oui, il y a une connivence assez forte.

Il faut savoir aussi que ces relations-là, ce sont des choses qui sont observées mais pour lesquelles, malheureusement, il n'y a que des vidéos ou des récits. Il y a très peu d'études qui ont été faites pour connaître la sociologie simplement de ces gens-là, s'ils sont des tireurs habitués ou pas, s'ils sont originaires du bassin ou plutôt du milieu rural... Pour essayer de voir réellement à qui on a affaire.

AIA : Merci pour cette clarification. On a vu que ce sont deux continuums coloniaux qu'on observe, d'une part environnemental et d'autre part militaire, mais je me demandais dans quelle mesure le racisme jouait aussi cette fonction et comment il se matérialisait dans le cas kanak et congolais. Pour parler un peu d'actualité, comment un raciste aussi international que Donald Trump a pu se

prétendre être du côté de la paix avec l'accord récent⁶ ? Et David, toi qui analyses cette situation, comment selon toi est-ce que le racisme a structuré le génocide qui dure depuis très longtemps, sans parler de ce qui s'est passé auparavant dans les années 80 ? Et dans le cas kanak, en quoi justement ce racisme structure aussi les négociations actuelles avec le gouvernement français ? Comment tu le vois depuis l'Hexagone ?

David : Oui, on va revenir sur Trump. Mon camarade a parlé de la rue Saint-Honoré et ça m'a rappelé qu'un des porte-paroles de cette milice M23 a sa boîte de négociations des mines rue Saint-Honoré, depuis 2017. Et depuis 2017, ils font la guerre au Congo. Et on ne peut pas dire que la DGSE n'est pas au courant. Ce porte parole s'appelle Lawrence Kanyuka Kingston, et je ne sais même pas si la France l'a sanctionnée alors que les autres pays l'ont sanctionné.

Par rapport au racisme, je parle que vous n'êtes pas très nombreux à connaître les millions de morts qui ont lieu au Congo. On a un vrai silence sur ce conflit-là depuis 30 ans. Pourquoi on n'en parle pas ou pas suffisamment ? D'abord parce qu'il **y a un regard blanc qui est porté dans les espaces blancs, sur ce qui se passe en dehors**, si je peux le dire comme ça. Un exemple : quand il y a eu des réfugiés ukrainiens qui sont arrivés en France, on a entendu RMC - mais ce n'est pas l'exemple du journalisme, je suis d'accord avec vous – dire que si on accueillait des Ukrainiens, c'est parce qu'ils étaient blancs et qu'ils avaient la même voiture. C'est-à-dire que certains ont une vie digne d'être préservée, contrairement aux autres. Au même moment, il me semble qu'une espèce d'enquête avait été faite pour estimer combien de personnes seraient prêtes à accueillir des réfugiés ukrainiens. A peu près 80 % de la population française était prête à accueillir. Je vous laisse réfléchir au résultat si on parlait d'autres populations. Il y a un racisme structurel dans les États anciennement colonisateurs qui fait que quand un conflit émerge, on va l'interpréter avec ce regard-là.

Pour ce qui concerne le Congo, très souvent, je me retrouve à me bagarrer avec les gens pour dire : « **Arrêtez de dire que c'est une guerre ethnique** ». Nous sommes 450 peuples sur ce territoire-là, ce n'est pas une guerre ethnique. Catégoriser ça comme une guerre ethnique sert simplement à ne pas se questionner sur sa consommation de ces métaux-là. On nous dit que ça n'a rien à voir avec la consommation de ces métaux-là, que c'est entre vous les Africains, les Noirs, qui aimez vous entre-tuer, voilà. Et c'est cela qui fait que ce discours est diffusé dans les grands médias.

J'avais même vu une carte à l'époque qui montrait en rouge les zones en conflit à cause de la religion. Et le Congo était en rouge vraiment écarlate. Et je me suis dit, « mais on parle d'un autre Congo parce que moi je viens du Congo, et je peux vous assurer que ça n'existe pas chez nous ces histoires-là, de conflits religieux. »

Maintenant, pour revenir à Trump, vous vous souviendrez de comment il a qualifié les États africains. Il a dit que c'était des pays de merde. Et quelques années plus tard, là, il appelle à avoir un prix Nobel pour avoir signé un accord de paix entre le Rwanda et la RDC. Voilà le monsieur dont on parle. Alors, pourquoi est-ce que c'est Trump qui signe cet accord ? Pourquoi est-ce que ça se passe à Washington ? Parce qu'il y a tout un tas de négociations qui ont échoué en Angola à Nairobi. Et je ne sais pas par quel miracle ils se sont retrouvés d'abord à Doha puis à Washington. Je ne saurais pas l'expliquer. La seule explication, c'est en termes d'influence des États-Unis sur la région. **Les États-Unis ont toujours été l'allié du régime des Kagame, donc le président actuel du Rwanda. C'est eux qui l'ont formé et qui l'ont établi en maître de la région**, si je peux le dire comme ça, juste après le génocide des Tutsis. Et aujourd'hui, on ne peut pas nous dire qu'un pays qui n'a que 4 milliards de dollars comme budget annuel soit un pays aussi puissant militairement sur le continent sans des soutiens extérieurs. Donc il y a forcément un soutien militaire et économique des États-Unis, mais également de la France, qui a signé un accord d'accompagnement financier avec le Rwanda autour de 400 millions d'euros. Et je peux vous dire encore que **la France n'ignorait pas ce qui se passait réellement : on a plus de 30 années de rapports documentés**. Et si ces rapports-là étaient faits par des gauchistes, on aurait pu dire que « c'est des gauchos, il faut s'en passer », ou si c'était fait par des Congolais, on pourrait dire que « ce n'est pas juste ». Mais ce sont des experts des Nations unies qui, chaque année, redisent la

6 Accord signé en juin 2025 à Washington. Les porte-paroles se sont de nouveaux réunis le jeudi 4 décembre 2025, sur fond d'effondrement de mines et de tensions militaires toujours en cours. Voir : <https://contre-attaque.net/2025/11/19/republique-democratique-du-congo-32-mineurs-meurent-apres-un-effondrement-dans-une-mine-de-cobalt/>

même chose ! Et pourtant la France et les États-Unis n'hésitent pas à signer des accords avec le régime de Kigali.

Et pourquoi il y a un racisme là-dedans ? Si vous lisez cet accord, nous venons juste de le décortiquer ce dimanche, il y a des termes qui sont un peu bizarres. D'abord, on ne parle pas de l'agresseur et de l'agressé. Mais surtout, on parle principalement de coopération économique pour acheminer des minerais vers les États-Unis. Dedans, la RDC a pu signer des accords de protection, non pas des zones en conflit, mais des zones minières ! **Et ces accords ont été signés avec un des amis de Donald Trump qui gère une entreprise de mercenaires**, je crois qu'elle s'appelle Cobalt Blackwater⁷, qui est la même entreprise qui s'est illustrée en Irak pendant la guerre qu'ils y ont menée⁸. La considération de ces accords comparativement aux vies des Congolais-es se résume à ça. Vos vies ne comptent pas s'ils ne servent pas à exploiter les mines.

Les corps des Congolais-es sont perçus comme gênants s'ils ne sont pas utilisés à l'exploitation des mines. C'est le résumé qu'on peut faire de cet accord, où on ne parle jamais des mécanismes de justice. On ne dit pas qui est responsable, qui a tué, quelles sont les mesures de justice qu'on va mettre en place. Ailleurs dans le monde, ça se passerait comme ça. Chez nous, non, ce n'est pas prévu. Nous n'avons pas droit à la justice. Nous avons droit à la vie si nous sommes en capacité de produire des mines pour les États-Unis et pour le monde, pour le marché.

Le racisme, là où il se trouve, c'est dans la déconsidération de ceux qui peuplent ces territoires-là. Mais si vous vous souvenez bien, c'est ce qui s'est passé dès le début. La manière dont on tue au Congo s'explique par cette déconsidération des habitant-es qui peuplent ces territoires-là, au service de ce qui se trouve dans le sous-sol. Parce que je ne sais pas pourquoi mais **les Occidentaux, en général, vous avez un appétit extraordinaire pour les métaux**. Je ne sais pas si vous les mangez, mais en tout cas, ça dépasse l'entendement à ce niveau-là. Nous, à Génération Lumière, on parle aussi d'une espèce d'addiction parce qu'on n'arrive pas à trouver une explication, mais au fond, il y a quand même ce regard raciste qui se trouve dessus. Et cela passe par les médias qui diffusent des idées et qui vous donnent une lecture complètement biaisée de ce qui se passe sur nos territoires et qui vous permettent de garder toujours le bon rôle de ceux qui n'ont rien à voir, rien à se reprocher. Quand je parle de vous, vraiment, sachez que je ne vise pas les individus, mais les institutions qui vous représentent, malheureusement, je peux l'entendre, et qui ne sont intéressés non pas par notre culture ou notre capacité à produire de la bonne musique, la rumba, etc., mais uniquement par ce qui se trouve dans le sous-sol.

Ce racisme est plus fin. Ce n'est pas le « sale noir ». Vraiment, c'est « tu ne sers à rien si tu ne produis pas ce que je veux ».

Christian : Merci David. Le racisme, pour le cas de la Nouvelle-Calédonie, il y a déjà beaucoup d'ouvrages qui ont épilogué dessus, notamment sur la fameuse exposition de 1931, où des Kanak vont être pris-es, vont être dupé-es. On leur dit qu'iels vont venir en tant qu'ambassadeur-ices de leur culture et iels vont finalement se retrouver parqué-es dans des zoos humains où iels vont être décrit-es comme les dernier-es cannibales des mers du Sud.

On peut se souvenir du discours de Frantz Fanon de 1956, Racisme et culture, à la Sorbonne. Il dit que le racisme, c'est un produit de la culture. Je peux vous dire et vous assurer ici que la culture calédonienne est profondément raciste. David a dit assez justement, et puis c'est quelque chose qu'on partage souvent, qu'il y a des vies qui comptent plus que d'autres. Il y a des corps dont on ne se préoccupe pas de la peine. Et il y a un narratif qui a été celui du gouvernement, qui nous a traités de terroristes. C'était aussi le narratif des médias mainstream ici, qui ont pris la parole et qui ont imposé ce discours-là, dans lequel les mort-es en Nouvelle-Calédonie sont passé-es complètement sous silence. C'est à croire qu'en Kanaky les meubles, les biens ont beaucoup plus de valeur que la vie.

À aucun moment on ne va faire un bilan du nombre de morts. **Il faut savoir qu'il y a eu à peu près 14 morts** dont deux gendarmes. A part ces deux gendarmes, c'est **uniquement des Kanaks**. Ça, on ne le dit pas. On ne le dit à aucun moment. Ceux qui ont pris des balles et qui sont morts, ce sont uniquement des Kanaks. Je viens d'un peuple qui a ses coutumes, une tradition qui est très répandue dans l'Océanie, qui est celle de la résilience. On dit que quand quelqu'un-e cède à la violence, on doit absolument chercher les voies du dialogue. C'est ce qu'on nomme le palabre à l'océanienne. Mais aujourd'hui, des fois, on se retrouve dans la situation qu'a

7 Rebaptisé Academi.

8 Le fondateur d'Academi Erik Prince a été secrétaire à l'éducation dans l'administration Trump.

pu connaître Yasser Arafat avec l'olivier et le fusil : **jusqu'à quand est-ce qu'on va devoir essuyer des mort-es ? Jusqu'à quand est-ce qu'on va devoir revenir autour de la table et expliquer qu'on a un droit légitime à demander la reprise en main de notre destinée ?** C'est ça la pleine souveraineté, c'est reprendre en main notre destin dans ce monde-là.

Et au-delà des grandes théories, moi, le racisme, c'est quelque chose dont j'ai pris conscience en venant ici. Parce que quand tu es un colonisé qui grandit dans un contexte colonial, tu n'as pas le recul nécessaire, tu ne sais pas. Pour vous donner un exemple, en Kanaky, quand tu es Kanak et que tu vas dans des lieux publics, dans un bar ou un restaurant, pour pouvoir occuper la place, tu te sens obligé-e de consommer, mais plus que les autres. En arrivant ici, j'étais avec une amie, on était dans un café pas loin de Saint-Germain, et moi je me sentais gêné de prendre un seul café pour pouvoir rester, alors qu'elle elle s'en fichait. C'est des cas qui paraissent simples, mais c'est à ce moment-là que tu comprends que **dans la tête, il y a des chaînes, il y a des choses qui nous bloquent**.

Pour toujours revenir à du concret, on va parler de la suite du soulèvement de mai 2024. En Kanaky, il y a la province sud, et cette institution-là est gérée par la droite locale, par des racistes, il ne faut pas mâcher les mots là-dessus, dans la mesure où leurs politiques vont être des politiques discriminantes et racistes. Par exemple, **pour la rentrée d'école, il y aura une obligation pour les élèves des écoles de la province sud de fournir des attestations de domiciliation faites par les parents** : elles ne peuvent pas être faites par un cousin ou un oncle. Alors que nous, dans la capitale, la plupart des Kanak qui y restent sont soit dans des squats, ce qu'on peut connaître comme des bidonvilles, où tu ne peux pas avoir d'attestation, ou bien accueillis chez la famille. Mais chez nous, la famille, comme dans beaucoup de cultures, ça représente des liens assez élargis. On sait où commence la famille, mais on ne sait pas où elle se termine. Donc tu te retrouves à ne pas pouvoir fournir ces documents et **ne pas pouvoir aller à l'école**. Ce sont des politiques qui touchent les Océanien-nes et qui font qu'ils n'ont pas de place à l'école.

À ça s'ajoutent aussi **des politiques dans lesquelles on va restreindre l'aide médicale avec ces mêmes critères, et c'est vécu par les populations kanak comme des politiques de sanction qui viennent en répression**. « Vous avez voulu vous soulever, voilà la réponse qu'on vous donne de manière institutionnelle ». C'est ça, la fameuse violence institutionnelle. On se retrouve privés-e de nos droits. Donc parler de racisme, parler des grandes théories, au final, ça revient à parler des répercussions que ça a dans le quotidien des gens, des petites gens.

AIA : Merci beaucoup pour ces réponses. J'aimerais vous poser une question sur un dernier thème, pour qu'ensuite on ait du temps pour des échanges. On aimerait conclure sur la question des **formes de résistance passées et actuelles dans vos deux situations**. D'abord, au niveau des **accords qu'il y a eu avec des institutions**, européennes et internationales, leurs **limites** et leurs **succès**. Ensuite, au niveau de la **réparation des corps et du tissu social**, des initiatives qui ont peut-être pu être mises en place. Et enfin, au niveau des actions de résistance physique, de résistance de terrain, comme des blocages, des sabotages, et peut-être même des actions de guérilla dans certains cas. La terminologie sonne très révolutionnaire mais on peut aussi parler de construction de la vie politique et sociale après et pendant la violence aussi, pour voir comment est-ce que les communautés ou les peuples qui sont victimes d'exploitation et de colonisation s'organisent dans la vie quotidienne.

David : Vous avez bien raison de distinguer les niveaux de résistance, c'est hyper important. Nous, dans la conception de notre manière de lutter, on a déjà conscience de nos fragilités, notamment administratives, qui nous restreignent dans les actions à faire et **nous poussent très souvent à être dans un cadre défini par les institutions, qui sont pourtant les responsables de ce contre quoi nous luttons**. Mais c'est hyper important d'en prendre conscience, parce que **quand vous êtes des nationalités françaises blancs ou blanches, la répression ne va pas s'exprimer de la même manière pour vous que pour les autres**.

À Génération Lumière, en 2024, on a organisé une marche. Jusqu'à présent, on faisait du plaidoyer comme habituellement, mais on subissait le calendrier des institutions et leur rythme et il n'y avait aucun lien avec la population. En 2024, on a décidé de marcher sans savoir que Macron allait faire une dissolution. Du coup, on allait être complètement à côté de la médiatisation qu'on espérait pour faire parler de la marche. Mais on a quand même fait cette marche : de Lyon, on a

pris un train, puis on a vraiment commencé à marcher à partir de Besançon, et ce jusqu'au Parlement européen. Et pendant la marche, on sensibilisait, on discutait, on s'arrêtait dans les communes, dans les villes pour parler d'autres manières d'habiter la terre.

C'est une expression que j'emprunte à Malcom Ferdinand, cette idée d'une autre manière d'habiter la terre. Et c'était une manière assez positive de ramener le sujet, parce qu'on nous avait dit que l'Est de la France serait une terre hostile à ce que nous étions et à ce que nous portions, ce que nous n'avons pas du tout ressenti.

On a été accueilli au Parlement européen par les députés écologistes, notamment un, David Cormand, qui bossait déjà sur les questions du numérique. On s'était déjà croisés dans des lieux de lutte ou des conférences mais on a établi à ce moment-là un vrai calendrier de travail. On ne voulait pas lui dire "sauve-nous", mais plutôt réfléchir ensemble à comment tracer un processus pour que, dans vos institutions, vous ameniez des changements en ce qui va concerner les minéraux, les métaux, et tout ce qui concerne le Congo. Il a été attentif à ça et pendant un an on a travaillé sur une résolution. La résolution n'a pas d'effet contraignant. Bon, c'est un peu bizarre, mais je dois y passer par là pour vous expliquer un peu notre lutte institutionnelle : le Parlement n'a pas de pouvoir décisionnaire. C'est la Commission et les conseils qui détiennent le pouvoir de prendre des décisions. Je précise que le Conseil n'est pas élu par le peuple européen, c'est le Parlement qui est élu. Et donc, nous, on voulait partir de cette base-là en disant "puisque'ils sont élus, et comme c'est au début de leur mandat, on va leur donner un peu plus de boulot". A partir de là, on a commencé à travailler. On a fait plus d'une vingtaine de versions de la résolution. On nous disait "tel mot, il faut le changer", **bref, on a appris la machine. Et pendant ce temps-là, on comptait les morts chez nous.** Mais on devait quand même se conformer aux codes juridictionnels, utiliser les mots qu'il fallait. Comme si nos morts ne suffisaient pas à agir. Je dois le dire.

Mais ils ont été quand même assez cools, les écolos, au sein de ce Parlement-là. Ils ne représentent rien du tout, pour être tout à fait franc, donc il nous fallait, là aussi, élargir notre résonance politique au sein de ce Parlement qui doit compter plus de 700 élu-es, je crois, de tous les pays. Étant donné que nous, on ne travaille, on ne discute, on ne croise pas, on ne salue pas l'extrême droite, on avait une grosse partie du Parlement avec qui on ne voulait pas discuter. Donc ça, on l'envoie à la poubelle. Ensuite, il nous restait les socialistes, les centristes et tout ce qui est à gauche, et il fallait convaincre tout ce beau monde de voter une résolution. Pendant ce travail, vous allez prendre un café avec tel député, avec une autre... C'est passionnant d'être lobbyiste, mais ça coûte de l'argent quand vous êtes une petite asso, et surtout, c'est épuisant. Vous allez à Bruxelles, vous allez à Strasbourg...

Et cyniquement, ce qui a accéléré un vote au sein de ce Parlement, c'est quand la M23 a pris la grande ville qu'est Goma, le chef-lieu du Nord-Kivu. A ce moment-là, on a organisé une conférence de presse avec le docteur Mukwege, l'homme qui répare les femmes, qui est prix Nobel de la paix. Et c'est là qu'on a eu une espèce d'unanimité dans ce Parlement. Ils ont suivi à peu près toutes les positions, à part le fait qu'il y ait un embargo sur les minéraux qui proviennent du Rwanda, qu'on réclamait parce que le Rwanda finance et commande cette bande armée. Ils n'ont pas voté ça, mais ils ont voté la résolution, donc c'est un succès. Cette résolution-là demandait à la Commission de suspendre l'accord qu'ils ont signé avec le Rwanda pour l'approvisionnement durable des minéraux. Je précise bien, elle demandait. Parce que le Parlement n'a pas de pouvoir. Et donc, l'autre paire de manches, c'est la Commission.

On a assisté au débat où les députés posaient des questions et ils ont vraiment posé des questions pertinentes. Mais la commissaire nous répondait "on va augmenter de 60 millions d'euros l'aide humanitaire au Congo". Vous voyez, **nous demandons du respect, et en retour, nous avons du mépris total. Nous ne voulons pas, nous ne sommes pas allés demander de l'aide. Nous sommes allés demander l'arrêt des accords néocoloniaux qu'ils ont passés.** Et aujourd'hui, nous sommes dans une démarche où on doit aller convaincre cette Commission.

Et puis l'autre étape, c'était le Conseil. Le Conseil, il fallait faire du bruit. C'est là que le rôle de la diaspora congolaise a pris de l'ampleur : vous avez vu des manifestations à Paris, dans d'autres capitales européennes. Parfois, on était nombreux-ses, parfois, on était trois. Venez dans nos manifs, s'il vous plaît.

Avec ces manifs, par des lettres, par cette résolution qui a été votée quasi à l'unanimité, on a pu mettre une pression sur le Conseil, ce qui l'a obligé à se réunir pour parler de l'Ukraine, de la Palestine et de la RDC. Vous savez que le Conseil doit voter à l'unanimité, sinon ça ne passe pas.

Quand il a fallu parler du cas de la RDC, tout le monde était prêt à sanctionner le Rwanda, sauf le Luxembourg. Alors, ça ne vous étonnera pas, mais on a appris qu'au Luxembourg il y avait une boîte qui travaillait justement sur les questions minières avec le Rwanda. Et c'est ce pour quoi ils n'ont pas sanctionné. Donc on a dû, avec des membres de Team Congo, qui est notre coalition, aller au Luxembourg discuter avec des Congolais-es de la diaspora et d'autres militant-es. Je ne sais pas ce qui s'est passé mais quand le Conseil s'est réuni à nouveau, ils ont pu voter les sanctions. Donc on peut se dire "ouf, génial !", mais en fait, ils ont voté des sanctions contre 9 personnes. **Nous visons des institutions, ils ont sanctionné des personnes.** Ce n'est pas rien, mais ça reste des personnes. Et l'accord, jusqu'à présent, n'a pas été retoqué.

En ce moment, nous sommes en train de mettre en place une pétition pour obtenir un débat de confrontation avec la Commission au Parlement. On espère que la commission Pétitions du Parlement la fera passer en urgence pour qu'on ait en face de nous ces gens qui font des accords sur nos corps, sur nos vies, sur nos terres.

Je vous invite, pour aller plus loin dans l'analyse, à lire un papier de Célia Izoard, qui vient de sortir chez Terrestre, et qui va vraiment en profondeur sur cet accord-là⁹.

Sur la partie réparation, nous ne sommes pas dans cette étape-là de nos vies, très sincèrement. La réparation, ce n'est pas une question qui est abordée. Au Congo, il y a un phénomène des femmes violées. Quand je dis femmes, c'est vraiment des fillettes de 3 mois à des dames de 80, 90 ans, sans distinction d'âge. **Ce n'est pas un viol tel qu'on peut l'imaginer, c'est vraiment de la destruction, de la déshumanisation.** Encore plus crue que ce qu'on peut s'imaginer. Je ne comprends pas comment on peut brûler du plastique et l'injecter dans la partie génitale de ces femmes-là. On met des bâtons, on y injecte du verre brisé pour détruire. L'idée, c'est vraiment de déshumaniser, même dans la mise à mort, il y a vraiment une déshumanisation des Congolaises, parce que la guerre se passe d'abord sur le corps des femmes au Congo.

La réparation en tant que telle, il y a quelqu'un qui s'en occupe aujourd'hui, qui s'occupe de ces femmes-là, c'est le docteur Mukwege, prix Nobel de la paix 2018, qui est menacé par cette milice M23 qui a pris la ville de Bukavu où il vivait.

Maintenant, si on parle de la réparation au niveau de la société, rien n'est fait. On a des handicapé-es de guerre qui ont droit à une réparation, à des financements, mais ils n'ont jamais rien touché¹⁰.

Nous, dans nos conceptions de choses, nous ne nous excluons pas de ce qu'on appelle nature. Nous en faisons partie. Aujourd'hui, au Congo, ce ne sont pas que des humain-es qui sont détruit-es, c'est aussi le vivant qui nous environne. Dans ma langue, quand on dit le mot nature, on dit *mazingira*, à savoir ce qui nous environne, qui nous entoure, nos voisins. C'est comme ça qu'on dit.

Quand la guerre vient, elle n'épargne ni les animaux ni le reste. Les bonobos que vous connaissez, qui sont emblématiques du Congo, font partie des animaux qui sont détruits. Ils font partie des êtres qui sont aussi menacé-es quand il y a les bruits de balles. On n'en parle pas. Ni des humain-es, ni des non-humains. En revanche, l'industrie de la destruction, elle, prolifère dans ce territoire-là. Je parlais de ces accords qui vont amener à extraire encore plus, à détruire encore plus. Il y a plus de 260 bandes armées qui se trouvent sur le territoire. On n'a pas le temps de se réparer.

Mais si on parle réparation, peut-être qu'on a un autre mot qui va avec, c'est le mot de justice. **On n'a même pas un tribunal international pour le Congo, dans lequel on pourrait traquer ces gens et réclamer justice. Réclamer justice à Boloré Logistics, réclamer justice à Eramet et Glencore, on n'en a pas. On n'a pas de mécanisme de justice pour pouvoir réparer. Pas uniquement de manière pécunière, non pas que ce n'est pas important, mais aussi pour qu'on puisse dire aux victimes "voici les institutions, les gens, qui sont responsables de plus de 6 millions de morts de Congolais-es. Voici les gens qui sont responsables des viols industriels au Congo".**

Je voudrais finir sur les actions de résistance. J'ai parlé de la musique ; nous résistons par notre capacité à produire de l'art. Quand j'étais petit, je me rappelle que quand les balles se

9 Voir Celia Izoard, *L'extraction minière crée une intoxication massive*, et Celia Izoard, *Faut-il rouvrir des mines en France pour assurer la transition écologique ?*, chez <https://ccfd-terresolidaire.org/>

10 Dieudo Hamadi, En route pour le milliard, 2020.

tisaient, on mettait de la musique. Même en France, il y a pas mal de rappeurs d'origine congolaise. Ça vient peut-être de là, de ce trauma des Congolais-es, parce qu'on fait beaucoup de musique chez nous et on adore ça. Ça participe au moins à un moment d'oubli. C'est une forme de résistance. Sur les résistances plus hard, sur le sabotage et autres, on n'y est pas encore. On y pense, on y réfléchit, on s'organise. Mais il y a déjà eu des prémisses, comme **des gens qui ont commencé à brûler des ambassades à Kinshasa, qui ont été présenté-es comme des bêtes anti-français, anti-occidentaux, anti-tout-ce-que-vous-voulez, mais qui visaient juste des institutions, des États, qui signent des accords qui nous amènent dans ce type de situation.** Donc on n'y est pas encore. C'est quelque chose qui est en discussion aujourd'hui au sein des milieux militants congolais, qui se demandent "comment on empêche les machines, comment on internationalise ça ?". Ce sont des discussions qui existent aujourd'hui parce que les alternatives pacifiques, purement pacifiques, deviennent de plus en plus restreintes, donc les gens réfléchissent à d'autres moyens de résister.

Christian : David, merci beaucoup pour le partage. Pour reprendre la question de la résistance, de comment on résiste et comment on a résisté, je voudrais dire qu'on a nos sociétés traditionnelles qui ont permis la préservation de la culture, de la langue. La Kanaky c'est un pays dans lequel on a aujourd'hui **28 langues parlées. On a une diversité qui nous caractérise, et qui est aussi notre force.**

Pour pouvoir résister face à l'opresseur français, l'outil qui a été pris par nos aîné-es, ça a été le nationalisme. Un nationalisme dit ouvert, avec l'idée de créer une nation multiculturelle qui intègre tout le monde. C'est ce qui va être traduit par la déclaration de Navier-Laroche en 1983, où on va observer pour la première fois un peuple colonisé partager son droit à l'autodétermination, son droit à disposer de lui-même, avec ce que nous on va nommer les victimes de l'histoire. Donc, résister en Kanaky, ça va être d'abord par l'unité. Il y a une telle diversité en Kanaky qu'on va créer un roman, un discours axé sur la culture. Ça va être un nationalisme qui va au contraire venir valoriser la diversité du monde Kanak. On ne va pas parler du pays Kanak, on va parler deS payS KanakS. Et on va le porter justement avec le fameux palabre, qui est notre propre mode d'opération. Le palabre, chez nous, c'est dire qu'on ne mène pas une action s'il y a un-e seul-e de nous qui n'est pas d'accord. C'est-à-dire qu'on va discuter, ça va prendre du temps, mais on doit arriver à un accord. On nous dit que ce mode de fonctionnement n'est pas adapté à la société dans laquelle on vit parce que ça va pas assez vite, et des fois on nous demande d'être réactif. Mais chez nous, on dit toujours qu'il faut prendre le temps. **Il faut toujours prendre le temps et si on doit y aller, on doit y aller tous-tes.** Et c'est ça finalement qui va marquer le premier aspect de cette résistance : c'est un mouvement uniifié des mondes Kanaks et qui va s'illustrer avant le FI (front Indépendantiste) créé en 1979 et le FKLNK (Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste) qui va emmerger en 1984.

Pour faire la distinction aujourd'hui, cette résistance-là, elle a commencé d'une résistance révolutionnaire. Pourquoi révolutionnaire ? Au début, j'ai parlé d'un projet de société de rupture. C'est-à-dire que nos anciens, notamment Jean-Marie Tjibaou, portaient cette idée de rupture ! Ils ont fait le fameux GPRK (Gouvernement Provisoire de la République de Kanaky), dans lequel on a formulé une constitution, avec un autre modèle de société, pour lequel nos responsables à l'époque se sont retirés des institutions.

Faire la révolution, c'est la rupture, c'est faire contre-société. C'est-à-dire qu'à ce moment-là vont naître des organisations comme l'EPK, les Écoles Populaires Kanaks, dans laquelle on va refaire nos programmes, on va éduquer avec les réalités qui sont les nôtres et avec nos normes culturelles, et se réapproprier tout ça. C'est justement ce que va développer un bouquin de Yves Tournabien, dans lequel un Français arrive en Kanaky dans les années 1980 et qui, après avoir un peu baroudé dans la zone, va enseigner dans un poste qu'on lui a trouvé, pas loin d'un berceau révolutionnaire Kanak, à côté de Kanala, dans la petite commune de Tiu. Et lui, il va observer comment les Kanaks vont organiser la résistance. Et au final, il y a quelque chose qui est assez important pour nous : on ne touche pas à la vie. Les fois où on a eu à le faire, ça a été généralement des accidents. Ça n'a jamais été une volonté première de toucher à la vie. La vie, chez nous, dans le monde océanien, est portée comme une valeur assez sacrée. On ne touche pas à la vie.

C'est-à-dire qu'on va résister, on va s'opposer aux gens qui veulent nous prendre nos vies. C'est ce qui peut expliquer qu'aujourd'hui qu'on a 13 morts uniquement Kanaks. On tue 13

hommes de chez nous sur une population qui fait quand même moins de 100 000 hommes. C'est énorme. Pour parler de résilience, la question se pose de savoir jusqu'où on va pouvoir aller avec cette conception-là, et justement d'autres voies ont été explorées pour rester dans une résistance qui protégerait nos vies.

En 1988 en Kanaky, c'est l'affaire d'Ouvéa, lors de laquelle le commando Hubert et le GIGN lancent un assaut qui fait 19 morts. 19 indépendantistes Kanaks ont été tués lors de l'assaut d'Ouvéa. Et sommairement, il y en a aussi qui ont été exécutés après l'assaut, en violant totalement le droit international à ce niveau-là. A cause de ça, résister, pour nos vieux, pour Jean-Marie Tjibaou en 1988, c'était essayer de passer par la voie institutionnelle. C'est-à-dire que le FLNKS va rentrer dans le jeu politique : on va avoir des groupes politiques qui vont rentrer dans les institutions et participer aux élections et à la gestion des administrations locales, à la collectivité.

Le principal moyen d'action du peuple Kanak, c'est littéralement les **barricades**. C'est-à-dire les barrages, les barrages filtrants. On paralyse l'économie. En 88, quand on nous dit "c'est quoi la résistance, c'est quoi la lutte ?" C'est les barrages, principalement, avec certaines actions assez héroïques. Parmi ces héros, un grand chef, qui était à l'époque le ministre de la sécurité du gouvernement provisoire de Kanaky : un certain Eloi Machoro. On retient de lui cette photo où il brise l'urne dans une mairie de Kanala à la hache, mais il a eu d'autres actes de résistances aussi. A un moment, Eloi Machoro avait paralysé l'activité de Tio, qui était une ville minière, et il avait organisé l'occupation de la ville avec son village. Il avait bloqué tout simplement toute sortie et toute entrée.

Du coup, le GIGN a voulu lancer un assaut sur la ville pour lever le blocage. Mais comme on connaissait bien le terrain, ils ont été piégés. Eloi avait, de manière tout à fait pacifique, tendu un piège à toute une unité du GIGN et a pu les désarmer. Donc on avait plus de 40 hommes qui sortaient par la broussaille avec les fusils, sans qu'un seul coup de feu ait été tiré. Donc c'est ça rester ferme sur ses convictions et sur une certaine éthique d'un combat. C'est-à-dire qu'on n'attende pas à la vie et on organise la résistance du mieux qu'on peut, avec les outils qui sont les nôtres.

Aujourd'hui, les barrages vont parcourir la vie politique. Il y a certains hauts responsables d'État qui vont dire "les Kanak ce sont des professionnels du barrage et de la barricade". C'est parce qu'il y a une culture des barrages, de la barricade. Les barrages qui sont montés aujourd'hui, ce sont des barrages qui ont déjà existé dans les années 80. On sait où est la route, à quel endroit il faut bloquer... Il y a une vraie transmission de ce mode d'action. **Et c'est toujours la même visée : nous sommes exclu-es de l'économie, alors nous allons bloquer l'économie.** Nous allons empêcher toute l'économie de fonctionner. Et c'est grâce à ça qu'on peut avoir gain de cause sur nos revendications. Ça va être utilisé aussi par le milieu syndical : le principal syndicat de Kanaky, l'USTKE, va aussi avoir recours à ces blocages dans un autre contexte. Il y a une vraie culture du barrage.

Pour cette opposition à la réforme constitutionnelle, voulue de manière unilatérale en novembre 2023 par le gouvernement de M. Macron, on a d'abord organisé des marches pacifiques. Le peuple kanak, il faut savoir, c'est 100 000 hommes. Mais quand vous voyez dans une ville qui est Nouméa, qui a une population de 150 000 personnes, que 60 000 individus ont marché dans la ville, c'était du jamais vu ! On avait littéralement un habitant sur cinq du pays qui était là ! Rendez-vous compte, si on avait un habitant sur cinq de la population française sur la métropole, qui marchait sur Paris. C'est pour ça qu'on dit qu'on fait unité, qu'on est un ensemble qui lutte, malgré les pronostics qu'avait pu donner à l'époque le ministre Lionel Jospin. Il disait aux responsables politiques Kanak lors de l'accord de 1998 : "aujourd'hui, vous avez des militants mais dans 10 ans, dans 20 ans, vous aurez des consommateurs". Aujourd'hui, les consommateurs, ils ont bien paralysé l'économie. Ils l'ont même détruite. Aujourd'hui, toute l'économie est complètement à terre. Les jeunes ont pris la seule solution, la seule arme qui était à leur. Quand on nous demande "est-ce que vous cautionnez les dégradations ?", la fameuse question à la Pascal Praud, nous on dit : "mais on n'a pas eu d'autre choix". Et puis c'était un moyen comme un autre de se faire entendre parce que les voix institutionnelles étaient épuisées. On n'avait plus d'autre moyen d'exprimer notre opposition, on ne nous a plus donné le choix. Et moi, je préfère ce moyen d'action qui est celui de paralyser l'économie, de détruire, plutôt que l'atteinte à la vie, l'atteinte aux personnes. Je préfère l'atteinte aux biens, au matériel, que l'atteinte aux corps. C'est une certaine éthique du combat.

J'en profite pour faire la promotion du livre "Kanaky-Nouvelle-Calédonie : entre colonialisme et indépendance" de Luc Tournabien, qui nous permet de vendre son livre ici et dans tous les événements où on se présente. Une partie des bénéfices de la vente est reversée à nos prisonniers Kanak qui ont été déportés ici en France. Il faut savoir qu'on a à peu près 70 prisonniers qui sont dans les geôles françaises et qui ont été déportés après le soulèvement qui s'est fait en Kanaky en mai 2024. A ce moment, **un tiers des cellules de la prison de Nouméa est parti en fumée : en soutien aux revendications politiques, les prisonniers à l'intérieur ont fait une mutinerie, ont brûlé, ont détruit la prison. Il faut savoir que cette prison, c'est 98% de Kanak à l'intérieur, donc forcément il y a un mécontentement qui vient de cette injustice.**

Je vous parlais d'une société malade tout à l'heure, il faut bien voir que **cette société malade a comme seul salut la résistance.**

AIA : Merci David et Christian. On a bien vu avec vos différentes prises de parole qu'il y a un lien fort entre le mineraï qui est demandé par l'ensemble des multinationales du numérique, de la "transition écologique" et de l'armement. Ces mêmes vendeurs d'armes servent à assurer la production minière et la logistique en infligeant viols, traumatismes, génocides et ingérences impérialistes aux peuples Congolais et Kanaks. Ces milices ne servent plus de main armée d'un peuple opprimé, mais viennent en renfort du colon lui-même.

De l'autre côté de la mer, l'Union européenne reproduit l'exploitation et la loi économique du marché. Elle fait preuve d'un racisme matérialisé pour justifier l'établissement de frontières, mais aussi l'intervention militaire et l'ingérence impérialiste. Pour se sortir de cette situation, je pense qu'on a discuté un peu des formes de résistance, et c'est à chaque étape de ce continuum colonial et capitaliste qu'on va devoir agir.

Questions & Réponses

Question 1 : Bonsoir, je voulais juste avoir un petit focus sur la situation au Congo, pour savoir où on en était actuellement. Si le groupe armé [M23] est toujours dans les territoires, et comment est-ce qu'on peut imaginer la suite.

Question 2 : Bonsoir. Je vous remercie pour toutes ces informations qui sont très utiles pour prendre conscience et connaissance de tout ça. Il y a une chose qui m'a surpris, c'est les montants que vous avez mentionnés à propos des différents accords. Vous avez parlé d'un contrat de 20 millions de l'Union européenne pour financer l'armée rwandaise, et d'un contrat de 400 millions de la France pour financer le régime rwandais. J'ai fait le comparatif en termes footballistiques, et c'est même pas équivalent au fait d'échanger l'équipe du PSG. On n'a pas d'échelle en fait alors c'est dur de se rendre compte.

David : Moi, je pourrais dire que c'est déjà considérable s'il faut acheter des armes avec. Je ne sais pas quelles armes cet argent sert à acheter mais j'ai des camarades dans les villes occupées aujourd'hui par les M23 qui voient des drones, qui sont une vraie menace pour leurs vies. Et avec 20 millions, vous achetez quand même pas mal de drones déjà, et vous payez les salaires de pas mal de gens pour aller faire la guerre. C'est vrai que ça peut paraître peu, comparativement à des sommes des footballeurs, mais sur le terrain, c'est quand même pas mal. Et puis ces accords ce n'est pas le seul financement qu'ils ont.

Question 3 : Bonsoir. Merci pour cet événement et pour les interventions. Franchement, c'était super intéressant, j'ai appris beaucoup de choses que je ne savais pas.

Ce n'est pas une question que j'avais, plutôt une remarque, mais je voulais revenir sur la question du racisme et sur comment le racisme se manifeste dans ces situations. C'est presque absurde de poser cette question parce que le racisme, c'est le fondement même de ce qui se passe dans la situation coloniale. En général, quand on parle de racisme dans les débats, on ne parle que de l'idéologie raciste, c'est-à-dire que de ce qui entoure la surface. Alors que le racisme, je pense qu'il faut l'entendre comme un système, c'est-à-dire vraiment un mécanisme de hiérarchisation des êtres humains en fonction de l'origine, de la couleur de peau, "du phénotype". Et cette hiérarchisation, elle sert le système capitaliste, elle dit qui va être le patron et qui va bosser. Pour résumer un peu de manière caricaturale.

Et c'est pour ça que je pense que c'est important, quand on parle des mines ou quand on parle de cacao, de parler aussi des travailleurs et du prolétariat. Le prolétariat au Congo, ce n'est pas le prolétariat qu'on a ici en France. Même si, bien sûr, on défend les ouvriers, etc., il faut être bien conscient que le racisme et le colonialisme, qui sont consubstantiels au capitalisme, c'en sont aussi les moteurs. C'est le racisme qui fournit la main d'œuvre pour aller sortir de terre les matières premières, le racisme, c'est un poumon du système capitalisme, c'est comme ça qu'il faut le voir en termes matériels. Il permet de fournir la main d'œuvre, la chair à produire du système capitaliste mondialisé. Pour moi c'est comme ça qu'on comprend la colonisation en fait.

Quand on parle des mines notamment, vous en avez parlé bien sûr, il faut aussi mettre l'accent sur les travailleurs. Il y a des gens qui sont dans ces mines sans aucune protection, qui sont payés quelques centimes, qui ont à peine de quoi manger et qui meurent, tous les jours. C'est ça aussi. Ce n'est pas que des gens qui meurent par balles, c'est aussi des gens qui meurent au travail. Voilà, je voulais juste rajouter ça.

Et je me demandais aussi : tu as dit que c'était le centenaire de Patrice Lumumba, est-ce que vous faites un truc pour ça, un événement ? J'aimerais bien qu'il se passe un quelque chose là-dessus, parce que c'est quelqu'un dont je trouve qu'il est important de faire vivre la mémoire.

David : Sur ce point précis, en Belgique, à Bruxelles ils font un deuil. Je ne sais pas si des copaines en France vont réaliser quelque chose de similaire, mais le 2 août, il y a la commémoration du génocidaire, le génocide des Congolais-es pour des gains économiques, qui se passera à Paris. Ce sera une marche blanche. Ça participera aussi à honorer la mémoire de Patrice Lumumba.

Question 4 : Bonsoir à tous. Merci pour l'organisation de cette soirée, qui est vraiment très riche en enseignements à différents niveaux. J'avais des questions sur 2 points différents.

Le premier point porte sur ce système de déportations forcées qui, si j'ai bien compris, continue avec les prisonniers kanaks déportés en métropole. Je crois comprendre que c'est un mécanisme qui continue et qui a duré des siècles, de déporter d'abord les crânes, les têtes des ancêtres, et qui continue aujourd'hui avec la déportation des enfants, des petits-enfants, et des arrière-petits-enfants qui s'engagent à continuer ce combat. Donc ce que j'essaie d'exprimer c'est que, malgré les mots de démocratie, de pacification, etc., il faut encore s'interroger : la justice dans un pays qui a aboli la peine de mort, à quoi est-ce qu'elle ressemble ? C'est quoi ce système où on continue à déporter ? Aujourd'hui, on continue cette déportation alors qu'il y a des prisons sur le territoire et que la loi française interdit ou ne favorise pas l'éloignement des familles par rapport aux prisonniers, quelque chose comme ça. Enfin, bon, je ne suis pas juriste, mais on voit que dans ce cas précis ça continue pendant des siècles et des siècles et ça donne l'impression que rien n'a bougé.

Le deuxième questionnement que j'ai porte sur le Congo. Vous l'avez bien dit : les morts, selon leur hiérarchisation raciale, ne sont pas équivalents. Tristement, le nombre de morts donne parfois le poids médiatique, bon pas toujours, mais parfois quand même. Si on prend d'autres guerres en cours, comme en Ukraine, ou à Gaza, ça n'a rien à voir, on ne peut pas comparer. Pourtant, il faut savoir comment faire pour en parler. Est-ce que vous avez pu vous demander "quelle est l'unité de mesure d'un événement pour qu'il soit médiatisé" ? Est-ce qu'il y a une unité de mesure de médiatisation qui reste à définir ou qui est définie ? C'est triste de raisonner comme ça mais c'est pour savoir ce que vous avez trouvé là-dessus. Merci beaucoup.

Question 5 : Merci beaucoup pour vos interventions qui étaient vraiment très pertinentes, et merci d'avoir insisté justement sur la centralité de la question du racisme aussi dans ces problématiques-là, parce qu'on a l'impression parfois que c'est considéré comme une réponse simple, alors que c'est vraiment au cœur de tout ça. On a tendance un peu à relayer au second plan cette explication-là alors qu'on devrait, au contraire, d'autant plus l'investir et le développer qu'elle est parfois sous-estimée.

Moi, j'ai une question plus en termes d'organisation et de stratégie. David, tu parlais de l'importance de trouver des alliances et du fait que vous aviez dû trouver des allié-es au sein du Parlement européen, etc. Quels sont les principaux challenges que vous avez rencontrés pour former des alliances ? Ce qui ressort de vos interventions, c'est que pour s'inscrire en solidarité avec vos luttes en tant que Français-es, ou en tout cas depuis la puissance impérialiste française, il nous faut nous attaquer à notre propre impérialisme et commencer à lutter domicile. Du coup, quelles sont les difficultés que vous observez pour créer des alliances avec le milieu militant de la impérialiste française ? Est-ce que vous avez du mal à trouver votre place aussi parfois dans les espaces majoritairement blancs, de gauche en France, etc.

Christian : Premièrement, je tiens à vous remercier pour les questions et l'intérêt que vous portez. Je vais essayer de répondre à la première question que le monsieur a posée.

La déportation, c'est un mode de répression pour le colonialisme, et pas que français. Tout le colonialisme a usé de cet outil-là pour réprimer, pour éteindre les soulèvements, les révoltes, les insurrections. C'est sûr que nous, aujourd'hui, on ne pensait pas qu'on allait être à nouveau confronté-es à ça. On a eu 40 ans d'accords, on était engagé dans un processus de décolonisation et on a eu cette illusion de dire que le droit interne français aurait été capable de décoloniser ce pays. Aujourd'hui, on dresse un bilan assez amer de la situation parce qu'on voit à quel point la justice est restée coloniale dans ce pays et a été uniquement l'instrument des politiques et du gouvernement de Paris. Aujourd'hui, pas mal de nos prisonniers ont été déportés, que ce soit des petits militants qui étaient sur les actions ou ceux qui purgeaient déjà des peines au sein de la prison de la capitale, mais plus particulièrement aussi nos responsables politiques.

Il faut savoir que parmi ces déporté-es, il y a eu sept responsables politiques de ce qu'on nomme la CCAT, c'est à dire la Cellule de Coordination des Actions de Terrain, qui a organisé les marches pacifistes avant que ce soulèvement ait lieu. Le pouvoir français est allé taper sur les leaders de la CCAT pour pouvoir désigner des responsables. Ces 7 leaders, on les a déporté-es par avions militaires, avec des procès express dans lesquels le juge de la détention va tout

simplement autoriser l'incarcération dans des prisons françaises alors que c'est normalement interdit. Tout ça se base sur cette vision de l'indivisibilité de la République, qui prétend que prendre un prisonnier de Nouméa et le mettre à Dijon c'est comme prendre un prisonnier de Lyon et le mettre à Grenoble. C'est cette fiction-là qui, pour nous colonisé-es en quête d'émancipation, est violente.

La plupart de ces gens-là vont littéralement être embarqué-es dans des avions militaires de nuit, parfois sans pouvoir prévenir leurs familles, sans pouvoir prendre leurs affaires, et sans même avoir accepté cette déportation, et ils vont traverser plus de la moitié du globe pour terminer dans des prisons aux quatre coins du territoire français.

Cet outil de répression nous apparaît aujourd'hui de manière très violente. Nous, on est une génération qui se dit "mais en fait, ce que nos vieux nous ont raconté de leurs jeunesse, rien n'a bougé". Pour nous, c'est une claque. Mais peut-être aussi que ce soulèvement nous est salutaire : on a vu les chaînes nous apparaître. C'est ce que les petits frères sur les barrages disent souvent : "on voit votre visage maintenant". On sait que vous nous avez banané pendant 40 ans et qu'aujourd'hui on ne fera plus marche arrière. On sait que ce qu'on veut c'est une société de rupture, une société dans laquelle on accède à l'indépendance pleine, où ces questions-là sont réglées. On veut que la justice soit celle de notre pays, qui comprendrait les normes de l'endroit.

Et pour la deuxième question, sur notre place dans les mouvements qui s'opèrent ici, nous on a la chance d'avoir nos camarades ici qui portent nos voix. On a des collectifs qui se sont montés, notamment le collectif Solidarité Kanaky, qui vient soutenir la lutte du peuple kanak non seulement en apportant de l'aide financière pour les déportés, mais aussi en rendant visible ce combat qui est très peu connu en France. Et ce soutien-là, on le retrouve aussi dans les milieux anticolonialistes et antiracistes. On a des espaces qui sont ouverts grâce à des organisations comme Urgence Palestine, avec qui on partage littéralement la plupart des marches et des mobilisations et qui nous laisse toujours une place pour parler de la question de la Kanaky. Bien sûr il y a aussi d'autres collectifs qui ne sont pas que sur Paris, dans d'autres régions, qui apportent véritablement leur aide. Donc on a facilement trouvé notre place, et on a trouvé des luttes bienveillantes envers la nôtre, qui ont été à l'écoute et attentives à notre douleur, à notre malheur.

David : J'ai eu beaucoup de questions sur le Congo, je vais d'abord répondre à la question de "où nous en sommes aujourd'hui ?" Nous venons de publier à Génération Lumière une note d'urgence il y a quelques jours, dans laquelle des experts des Nations Unies alertent sur le fait que le Rwanda, malgré cet accord signé à Washington, veut de facto annexer les parties qui sont conquises par le M23. Aujourd'hui, on sait que, géologiquement, les territoires rwandais ne peuvent pas produire plus de 80 tonnes de coltan par an. Pourtant, le Rwanda en produit 2 000 tonnes chaque année. C'est l'un des principaux producteurs de coltan au monde. Ça ça s'explique parce que les régions que le M23 a conquises ce sont justement les régions où se trouvent ces minerais-là. Donc cette note c'est vraiment une alerte, parce que là il y a un problème du respect de l'intégrité territoriale des États. On peut critiquer les frontières africaines telles qu'elles sont conçues, mais les pères de l'indépendance se sont dit que, pour éviter un certain nombre de problématiques, nous allions garder ces frontières et construire l'organisation de l'Union africaine à partir de ça. Les régimes des Kagame pissent sur ça, sous le regard bienveillant de leurs financiers.

Le M23 contrôle donc le nord et une partie du sud Kivu. A la base, ils avaient pour objectif d'aller jusqu'à Kinshasa mais aujourd'hui ils sont un peu stoppés dans cette avancée, et on se demande si ce n'est pas grâce à une pression internationale, une pression de la diaspora, une pression militante qui permet de temporiser les choses.

Par rapport à la centralité du racisme dont le camarade a parlé, il a tout à fait raison. Simplement, on s'est concentré sur les questions liées à la militarisation et autres, parce que les questions minières, notamment dans ces territoires-là, sont assez différentes. Il y a des mines qui sont construites de manière dite artisanale et des mines qui sont construites de manière dite industrielle, ce qui fait qu'on va trouver 2 types de travailleurs différents. D'un côté, on a ceux qui travaillent dans les mines artisanales, c'est parfois des gamins, on a 40 000 enfants qui vont bosser dans ces petits trous qui deviennent parfois leur tombeau. Dans ce cas, il n'y a tout simplement pas de conception de droit du travail, il faut le dire. Avec tous les abus qui vont avec. Et ce sont des mines qui sont souvent contrôlées par des chefs guerriers, des bandes armées, etc.

C'est pour ça que si on se concentre là-dessus, eh bien, on ne va pas parler forcément des travailleurs. On pourrait parler clairement d'esclaves.

De l'autre côté, on a les travailleurs des mines industrielles, dont la situation n'est pas très différente de celle des mines artisanales. Simplement, les mines industrielles ont des accords économiques signés avec des multinationales comme Glencore ou des Etats. Là, on va trouver des travailleurs dont le droit du travail est complètement bafoué et n'a rien de comparable à ce qu'on peut vivre dans les pays qui signent les contrats. Cette nuance-là, elle ne vient pas minimiser les discours du camarade, mais elle amène cette précision qui est importante. C'est-à-dire que la lutte des travailleurs qui sont dans les mines pour des meilleurs outils de travail ne s'amènent pas de la même manière quand on parle de la mine artisanale ou de la mine industrielle. Ça va être complètement différent.

Mais effectivement, ce qui reste central dans ces deux types de mines, c'est vraiment la question de la hiérarchisation des vies des personnes. Il n'y a rien d'autre qui permette de mieux l'expliquer aujourd'hui. Et ça c'est dans les mines, mais c'est pareil ailleurs parfois. Si on prend la chaîne de production des objets numériques, vous allez à Taïwan, en Malaisie, en Chine... et vous allez voir qu'on "recrute" des travailleurs indiens ou d'autres pays du continent asiatique et qu'on les amène là-bas avec tout un non-respect de leurs droits humains. Si vous voulez vous renseigner sur cette question des travailleurs dans l'électronique, regardez ce que fait Electronic Watch¹¹. Ils font vraiment un travail excellent pour documenter tout cela, en parlant notamment des femmes qui font des fausses couches au sein des usines parce qu'elles n'ont pas le droit de prendre des pauses, mais aussi de Foxconn qui met des barrières et fait signer des chartes demandant aux travailleurs de ne pas se suicider. Vraiment, vous n'avez pas le droit de se suicider quand vous travaillez pour fabriquer les iPhones. Donc tout ça regroupe les mêmes problématiques, mais il faut voir ces situations à la fois dans leur globalité, mais aussi de manière distincte pour pouvoir les attaquer de la bonne manière. Par exemple, vous n'allez pas avoir une mine Dell, ou une mine Apple au Congo. Donc il faut prendre ça en compte aussi.

Sur la question de la méthodologie et tout ça, nous, on ne sait pas ce qui attire l'oeil des médias. Je vous donne un exemple : on avait une grosse production qui nous suivait pendant la marche, et dont la journaliste (parisienne) m'a dit "David, ton histoire, ce n'est vraiment pas sexy, donc je ne sais pas si la grosse production va accepter. Tu ne peux pas la rendre sexy ?". Je lui ai dit "je ne sais pas rendre sexy 6 millions de morts" et je lui ai dit qu'elle pouvait partir, parce que c'est indigne de nous demander ça. Si j'ai des choses ou des sujets à amener, ils sont crus, c'est comme ça. Je n'ai pas d'autre manière de l'amener.

Maintenant, sur les méthodes d'analyse pour aller plus finement aussi dans ces questions-là, il existe aujourd'hui des mesures dites "analyses cycle de vie" dans la fabrication des outils. C'est ça qu'on veut attaquer, parce que pareil, il y a de la colonialité là-dedans. Nous, militant-es congolais-es, on est en train de travailler sur une cartographie des mines et des destructions autour de ces mines-là, pour arriver à un résultat simple : pouvoir dire combien de gouttes de sang sont nécessaires pour fabriquer un smartphone. Il y a déjà des cartographies qui existent, qui parlent des mines, mais elles sont assez vieilles. La plus connue date de 2003, elle est faite par Colette Brackman, si je ne me trompe pas¹². Elle est super bien faite, mais elle ne prend en compte, par exemple, que 130 bandes armées, alors qu'aujourd'hui ce chiffre a doublé. Elle ne prend pas non plus en compte les mines de lithium qui n'ont été découvertes qu'en 2021. Du coup, c'est quand même important de pouvoir actualiser ces cartographies et visibiliser ces nouveaux éléments.

On a besoin aussi de visibiliser les destructions qui ont lieu à côté de la mine : il y a des rivières proches des mines, et on veut pouvoir dire "cette rivière-là n'existe plus où elle était", "celle-là est à sec"... Le but est d'arriver à dire "voilà, pour produire tel objet connecté, il faudrait tel quantité de sang, tel nombre d'arbres coupés, etc". N'hésitez pas à venir nous voir pour me donner un coup de main là-dessus, si jamais, d'ailleurs.

Pour finir avec la question des alliances au sein du Parlement, c'est très compliqué parce qu'il faut connaître les acteurs, il faut avoir croisé les député-es pour aller les interroger, etc. Si vous ne les connaissez pas, vous n'y accédez pas, tout simplement. Et nous la "chance" qu'on a eue, c'est qu'on porte un discours dans tous les milieux, que ce soit des milieux underground

11 Voir <https://electronicswatch.org/>

12 Colette Braeckman, *Les nouveaux prédateurs. Politiques de puissances en Afrique centrale*. Fayard, 2003.

comme des milieux plus académiques. Clairement, on est invités partout. Ce qui fait que, du coup, comme on est invités, on croise ces gens-là et on peut être en relation.

Mais le mot alliance est un peu fort parce qu'on n'a pas d'alliance avec des partis politiques. Vraiment pas. On a des alliances entre nous, entre des organisations de lutte de la diaspora congolaise ou des alliances avec d'autres mouvements, type des mouvements pour la Palestine, pour la Kanaky... Je fais aussi partie de l'observatoire Terre-Monde qui nous a soutenus dans la marche. Quand on parle d'alliances chez nous, on est plutôt dans les mouvements décoloniaux ou autour de l'autodétermination des peuples aussi.

Sur les alliances avec d'autres groupes militants de gauche, la plupart du temps on arrive à discuter et à faire des actions ensemble sans problème. Mais parfois c'est plus compliqué. Nous on met beaucoup en avant une phrase : "ce sont ceux qui sont ivres qui doivent en premier travailler sur leur sobriété". A priori, on a raison quand même. Mais il y a quand même des groupes qui nous ont dit qu'ils n'allait pas signer un papier qu'on allait publier dans lequel il y avait cette phrase. Selon eux, on n'a pas à culpabiliser les gens comme ça. On a dit "merci, mais du coup, votre signature, gardez-la", on en veut pas. Donc on a quand même souvent des problématiques comme celle-là avec un certain nombre de groupes ou personnes. Quand on a réclamé la suspension de l'aide de développement destinée au Rwanda par exemple, il y a des gens qui ne nous ont pas suivis là-dedans. Je comprends leur position, mais pour nous, c'est central : vous ne pouvez pas financer des gens qui utilisent cet argent pour aller tuer. Donc on comprend, mais on a des divergences qu'on veut assumer. Et on assume aussi de dire qu'on est une association d'écologie décoloniale. Je sais que c'est pas quelque chose qui est "sexy" pour les grands médias, ça nous ferme beaucoup de portes quand on veut participer à des appels à projets pour se financer, mais c'est pas grave, en soi. On veut faire du mieux qu'on peut. C'est pas être pur, c'est pas un appel à être pur dans notre lutte. C'est juste qu'on veut être cohérent, vraiment, dans ce que nous portons. Si les gens sont mal à l'aise avec le fait qu'on dise qu'on est décolonial, on ne va pas changer qui nous sommes juste parce que les gens sont mal à l'aise ! Donc effectivement, c'est très difficile de créer des alliances, parce que c'est encore cette question du regard qu'on pose sur les luttes, sur les personnes racisées et sur le mouvement des personnes racisées. On passe beaucoup de temps à dire "quand vous parlez des ethnies, vous êtes en train de nous ensauvager, vous nous mettez dans une cage de primitifs" face à des gens qui nous disent "oui, mais quand même, c'est important...". Il y a vraiment une mauvaise lecture de la situation. Du coup, parfois, ça peut amener à des divergences qui amènent à ne pas collaborer, à cause de ces problèmes dans l'analyse de ce qui nous arrive, mais aussi dans l'interprétation qu'il faut en faire et dans les moyens d'action, ou les mots à choisir. Je pense qu'il y a un rapport paternaliste à plein d'endroits : c'est "vous faites comme on veut, et si vous ne faites pas comme on veut, on ne vous soutient pas". C'est plutôt dans ce sens-là qu'il faut l'entendre. Et nous, on veut pas forcément tout le temps faire comme ils veulent.

D'ailleurs, je suis vraiment ravi de partager l'estrade avec Christian, parce qu'on se pense tous les deux comme des héritiers des luttes. On n'a pas la prétention de dire qu'on a inventé l'eau chaude. Et pour être dans le respect de cet héritage des luttes, on doit garder cette cohérence dans notre posture et dans les discours qu'on a envie de porter. Et tant pis s'il n'y a pas d'alliance.

AIA : Pour terminer, je voulais prendre une minute pour lire une citation du martyr Hassan Kanafani, qui a été assassiné il y a 53 ans, le 8 juillet 1972, par le Mossad, à Beyrouth. Hassan Kanafani était un écrivain, journaliste, révolutionnaire, poète palestinien. Sa nièce de 17 ans avait été tuée en même temps. Voilà ce qu'il a écrit, que je trouve très juste :

*"L'impérialisme a étendu son corps sur le monde entier : sa tête en Asie orientale, son coeur au Moyen Orient, ses artères atteignant l'Afrique et l'Amérique latine. Partout où vous le frappez, vous l'endommez et vous servez la révolution mondiale."*¹³

Merci à tout le monde.

13 <https://samidoun.net/fr/2023/07/de-ghassan-kanafani-a-walid-daqqah-assassinat-imperialisme-resistance-et-revolution/>

À explorer sur le sujet

Brochures :

- Mauvaises Mines, *Le Fond de la terre est rouge - Stop extraction au Congo et partout ailleurs !*, 10 octobre 2025, stuut.info

Ouvrages :

- Luc Tournabien, *Kanaky-Nouvelle-Calédonie : entre colonialisme et indépendance*, 2023.
- Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, 1950.

Collectifs :

- Stop Mines 03, contre les mines de lithium dans l'Allier
- StopMicro, contre l'industrie microélectronique genobloise
- Electronic Watch

Films :

- Dieudo Hamadi, *En route pour le milliard*, 2020.
- Thierry Michel, *L'empire du silence*, 2022.

Articles :

- De Ghassan Kanafani à Walid Daqqah : Assassinat, impérialisme, résistance et révolution. samidoun.net, 8 juillet 2023.
- République Démocratique du Congo : 32 mineurs meurent après un effondrement dans une mine de cobalt. contre-attaque.net, 19 novembre 2025.
- Celia Izoard, *L'extraction minière crée une intoxication massive*, ccfd-terresolidaire.org, 7 janvier 2025.
- Celia Izoard, *Faut-il rouvrir des mines en France pour assurer la transition écologique ?*, ccfd-terresolidaire.org, 5 février 2025.



Assemblée Internationaliste Antimilitariste Paris-Banlieues

Contact : antimiliparis@autistici.org

Blog : antimiliparis.noblogs.org